



## Regard sur la pauvreté en Creuse

Catherine Beaudemoulin, Frédéric Châtel, Insee

En 2012, 19,5 % des Creusois vivent sous le seuil de pauvreté. La Creuse se place au 8<sup>e</sup> rang des départements de métropole où la pauvreté monétaire est la plus élevée (*figures 1 et 2*). Le niveau de vie médian des personnes pauvres (9 470 euros annuels) est toutefois comparable à ce qu'il est en province.

La pauvreté chez les ménages les plus âgés est plus importante que chez leurs cadets immédiats : 21 % des ménages creusois dont le référent fiscal a plus de 75 ans vivent sous le seuil de pauvreté, soit deux fois plus qu'en province. Ce constat peut être relié au fait de percevoir des minima sociaux ou des retraites de faible montant : parmi les ménages creusois dont les revenus sont principalement constitués de retraites et pensions, 19 % sont pauvres.

Travailler ne préserve pas nécessairement de la pauvreté. En Creuse, davantage qu'en France, ceci est en particulier le cas pour les non salariés. Dans ce département, 32 % des personnes vivant dans un ménage où les revenus proviennent principalement de ce type d'activité sont pauvres, contre 17 % en France. Lorsque les revenus déclarés du ménage proviennent principalement d'activités salariées, la pauvreté est nettement moins présente, même si elle n'est pas négligeable, et la situation creusoise se distingue peu (taux de pauvreté de 12 % contre 11 % en France).

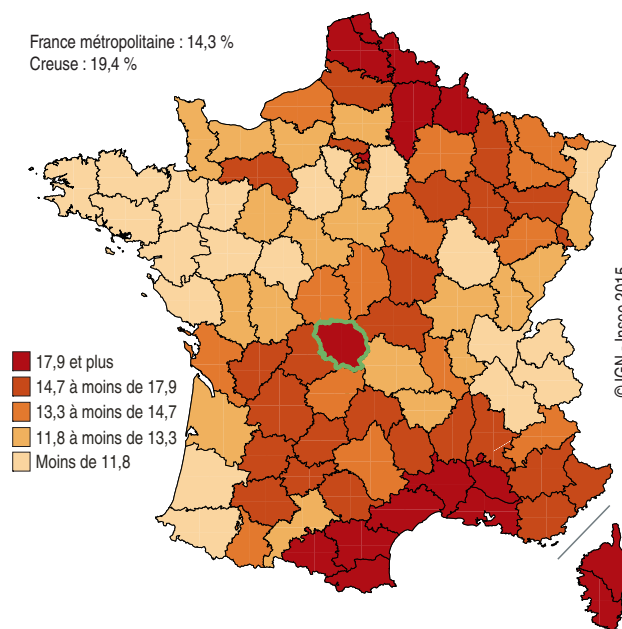
Entre 2008 et 2011, le taux de pauvreté a progressé d'un point en Creuse, une évolution comparable à celle de la France. La pauvreté des jeunes et des enfants a davantage augmenté que pour les autres personnes. À l'inverse, le taux de pauvreté des personnes de plus de 75 ans a diminué sur la même période, en lien avec l'arrivée aux âges élevés de générations comprenant moins souvent des agriculteurs et bénéficiant davantage des régimes de retraite.

Pauvreté et chômage sont souvent liés. Fin 2011, 7 500 personnes sans emploi ou exerçant une activité réduite étaient inscrites à Pôle emploi (catégories A, B et C), soit 1 800 de plus

### 1 La Creuse figure parmi les départements les plus affectés par la pauvreté monétaire

Taux de pauvreté en 2012, par département, en %  
(taux à 60 % du niveau de vie médian)

France métropolitaine : 14,3 %  
Creuse : 19,4 %



© IGN - Insee 2015

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal 2012.

qu'au début de la crise économique, fin 2008. Les effectifs ont continué leur progression, atteignant 8 500 personnes fin 2014, soit 11,9 % de la population en âge de travailler (15-64 ans). En six ans, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (+ 49 %) a été moins marquée que dans les deux autres départements limousins et qu'en France (+ 60 %). Cette évolution

|                                                                                                                        | Creuse | France métropolitaine<br>(sauf * = province) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------|
| Taux de pauvreté de l'ensemble des ménages (%)                                                                         | 19,5   | 14,3                                         |
| Taux de pauvreté des ménages dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (%)                                    | 28,1   | 21,9                                         |
| Taux de pauvreté des ménages dont le référent fiscal est âgé de 75 ans et plus (%)                                     | 20,6   | 10,2                                         |
| Taux de pauvreté des familles monoparentales (%)                                                                       | 31,9   | 29,9                                         |
| Taux de pauvreté des couples avec enfants (%)                                                                          | 18,5   | 12,7                                         |
| 1er décile du revenu disponible par unité de consommation (en euros)                                                   | 9 538  | 10 503                                       |
| Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)                                                      | 17 301 | 19 786                                       |
| Part des demandeurs d'emploi (catégories A,B,C) dans la population en âge de travailler (15-64 ans, %)                 | 11,9   | 13,0                                         |
| Part des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C de longue durée dans la population en âge de travailler (15-64 ans, %) | 5,6    | 5,6                                          |
| Taux de retard à l'entrée en 6ème (%)                                                                                  | 13,6   | 10,8                                         |
| Part des jeunes de 18 à 24 ans ni en emploi et ni insérés un cursus scolaire (%)                                       | 23,1   | 18,6                                         |
| Part de la population à plus de 15 minutes des équipements de la gamme intermédiaire (moyenne des 34 équipements) (%)  | 32,9   | 3,9 *                                        |
| Part des actifs occupés résidant à 30 minutes ou moins de leur lieu de travail (%)                                     | 84,9   | 73,9                                         |

#### Sources :

Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccma, Fichier localisé social et fiscal 2012 ;

Insee, Recensements de la population 2011 et 2012, exploitation principale ;

Insee, Base permanente des équipements 2014 - Distancier Metric ;

MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n° 16 auprès des établissements privés hors contrat ; Rentrée 2014-2015 ;

Pôle emploi ; Dares, Statistiques du marché du travail ; effectifs au 31 décembre 2014.

plus modérée est toutefois à relativiser par le fait que la population de la Creuse stagne depuis plusieurs années.

Parmi les demandeurs d'emploi fin 2014, 4 000 le sont depuis plus d'un an. C'est 5,6 % de la population des 15-64 ans et 47 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Au début de la crise économique, la Creuse figurait déjà parmi les départements qui comptaient, parmi ses demandeurs d'emploi, le plus de personnes qui l'étaient depuis plus d'un an (37 %).

### Davantage de RSA comme complément d'activité et de minimum vieillesse

Fin 2014, 4 040 allocataires du RSA résidaient en Creuse, soit 5,8 % de la population des 15-64 ans. C'est un peu plus qu'en France métropolitaine (5,5 %). Au total, 8 580 personnes (allocataires et ayant-droits) étaient couvertes par cette prestation, soit 7,1 % de la population. Le nombre d'allocataires a progressé moins fortement qu'en France : + 25 % entre 2009 et 2014, contre + 29 %.

Comme en Corrèze, les allocataires creusois du RSA sont moins nombreux qu'en métropole à percevoir uniquement le RSA socle (51 % contre 64 %). Ils ont donc plus souvent des revenus d'activité, auxquels le RSA sert de complément.

En Creuse, les allocations de minimum vieillesse sont versées à 4,6 % des plus de 60 ans. Il est de 3,3 % en France métropolitaine et seulement cinq départements affichent un taux plus élevé.

### Au-delà de la pauvreté monétaire : un cumul de fragilités

Au-delà de la pauvreté monétaire, certaines situations ou risques de précarité sont davantage marqués en Creuse qu'en France. Devoir parcourir des distances ou des temps de trajet importants pour accéder aux équipements et aux services peut peser sur le budget des personnes les moins aisées et favoriser l'isolement de celles ne

disposant pas de moyen de transport personnel. En Creuse, département rural, accéder aux équipements requiert un déplacement significatif pour une partie importante des habitants. En 2014, un quart de la population creusoise met plus de 7 minutes pour accéder à un équipement ou un service de proximité (3 % en province). Un Creusois sur trois parcourt plus de 15 minutes pour accéder à un équipement « intermédiaire » (4 % en province) et un sur quatre réside à plus de 30 minutes d'un équipement de la gamme supérieure (3 % en province). En revanche, les actifs creusois sortent moins souvent de leur commune de résidence qu'en moyenne en France pour aller travailler : 57 % contre 64 % en province.

### Jeunes : des situations moins favorables qu'en France au vu de certains indicateurs

Pour une population cible des politiques sociales que constituent les jeunes, la Creuse présente certains indicateurs sociaux moins favorables qu'en France.

Le retard scolaire est un peu plus fréquent chez les jeunes Creusois : ils entrent plus souvent en 6e avec au moins un an de retard (13,6 % contre 10,8 en France à la rentrée 2014-2015). Lors de leur participation à la Journée Défense et Citoyenneté, un peu plus de pré-adultes et jeunes adultes qu'en France avaient des difficultés de lecture (11,4 % contre 8,6 %, en moyenne sur les années 2012 à 2014). Enfin, la Creuse compte un peu plus souvent qu'en France de jeunes adultes (18-24 ans) qui ne sont ni en emploi, ni en formation (23 % contre 20 %). Entre 2006 et 2011, cette proportion de jeunes « non insérés » a augmenté de 5 points. ■

#### Insee Limousin

29 rue Beyrand  
87031 Limoges Cedex

#### Directeur de la publication :

Yves Calderini

#### Rédactrice en chef :

Nathalie Garrigues

ISSN 2416-9854

© Insee 2015

### Pour en savoir plus

- « En Limousin, des formes de précarité qui diffèrent selon les territoires », *Insee Analyses Limousin* n° 17, décembre 2015
- « Regard sur la pauvreté en Corrèze », *Insee Flash Limousin* n° 18, décembre 2015
- « Regard sur la pauvreté en Haute-Vienne », *Insee Flash Limousin* n° 20, décembre 2015

